

**MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT, S.E. PAUL BIYA A L'OCCASION DE LA
CELEBRATION DE LA 46^{EME} EDITION DE LA FETE NATIONALE DE LA JEUNESSE.**

Le 10 février 2012

Chers jeunes compatriotes,

M'adressant il y a quelques semaines à toutes les Camerounaises et tous les Camerounais, je leur rappelais que nous sommes engagés dans une course poursuite entre notre développement et notre démographie. Par là, je voulais dire qu'il doit y avoir entre la production de richesses de notre économie et l'augmentation de notre population une relation telle que la première puisse non seulement satisfaire les besoins de nos compatriotes, mais aussi assurer une amélioration progressive de leur niveau de vie.

Il ne suffit pas en effet de réparer les dommages dus aux crises successives – ce que nous faisons – mais de donner un nouvel élan à notre activité économique pour parvenir à l'émergence, ce que nous avons entrepris.

Loin de moi l'idée de déplorer le dynamisme de notre démographie. Une nation forte et ambitieuse se doit d'avoir une population jeune et nombreuse. Encore faut-il, ainsi que je le disais il y a un instant, que la création des richesses soit suffisante pour répondre aux exigences de son développement.

Et bien entendu, cela vous concerne au premier chef.

Sans entrer dans le détail, je voudrais revenir brièvement sur le sens de la « nouvelle dynamique » que nous allons mettre en œuvre pour atteindre nos objectifs. Ceux-ci ayant été bien définis par notre stratégie pour la croissance et l'emploi, nous allons à bref délai lancer notre « révolution agricole » et mettre sur les rails nos grands projets miniers, énergétiques et infrastructurels. En fait, certains ont déjà connu un début d'exécution.

J'en attends non seulement une relance de notre économie, mais aussi une augmentation sensible de l'offre d'emplois, en particulier pour les jeunes, diplômés ou non, qui ont actuellement des difficultés à s'insérer dans le monde professionnel. L'importance de ce défi est telle que j'ai proposé d'en faire une véritable « cause nationale » qui devrait mobiliser toutes les forces vives du pays et notamment les jeunes qui sont particulièrement concernés.

Ce combat pour l'émergence – car c'est un combat – exige que vous vous y prépariez sérieusement. En effet, le monde dans lequel nous vivons est un monde de compétition où seuls les meilleurs tirent leur épingle du jeu. De ce point de vue, vous n'êtes pas sans atouts. Il est généralement reconnu que le Cameroun dispose de ressources humaines de qualité.

L'Etat continuera à vous aider à justifier cette bonne réputation en mettant à votre disposition un système éducatif parmi les meilleurs en Afrique. Je rappelle à ce sujet que les dotations budgétaires des départements ministériels en charge des différents niveaux d'enseignement font partie des plus importantes du Budget de l'Etat.

Il ne m'est pas possible ici d'exposer en détail ce que font les pouvoirs publics pour l'éducation, mais, pour fixer les idées, je tiens à dresser un tableau général de l'action des ministères compétents en la matière. Vous verrez que les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais dire que je n'ignore pas l'objection que l'on peut faire à la multiplication des établissements et des filières. L'augmentation de la quantité ne va-t-elle pas se faire au détriment de la qualité de l'enseignement ? La question mérite d'être posée. Je crois pour ma part, dans la phase actuelle de notre développement, que nous n'avons pas vraiment le choix.

Dans un pays comme le nôtre, que doit-on attendre du système éducatif ? D'une part, qu'il permette à la grande majorité de la population d'acquérir les savoirs fondamentaux. D'autre part, qu'il contribue à former des citoyens responsables, conscients de leurs droits, de leurs devoirs et de leur appartenance à une seule et même nation. Ce sont là les objectifs que nous nous efforçons d'atteindre, en reconnaissant que les résultats ne sont pas toujours à la hauteur de nos attentes.

Nous devons donc, dès que possible, engager une réflexion d'ensemble sur l'avenir de notre système éducatif et envisager l'élaboration d'une vaste réforme dont l'application ne pourrait être que progressive.

Mais revenons maintenant à ce qui se fait sur le terrain.

Pour l'éducation de base, en 2011, 700 nouveaux établissements primaires et maternels ont été créés ou réhabilités. Des centaines de salles de classe et de locaux administratifs ont été construits et équipés, permettant un plus large accès à l'école pour des milliers d'élèves.

S'agissant de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, des efforts sensibles ont été faits aux plans de la pédagogie et du recrutement du personnel qualifié.

L'an dernier, près de 7500 enseignants ont été recrutés dans le cadre de la contractualisation, 500 professeurs d'ENIEG ont pris leur service et 2200 nouvelles recrues intégrées dans la fonction publique éducative au titre de l'opération 25000 jeunes diplômés.

Des dispositions ont également été prises pour assurer l'application de la gratuité dans l'enseignement primaire public. Le Ministère a par ailleurs bénéficié de nombreux appuis de la part d'organismes nationaux ou internationaux, notamment la Fondation Chantal BIYA, la Banque Islamique de Développement, l'Agence Française de Développement, le Programme Alimentaire Mondial et Plan Cameroun.

Au niveau des enseignements secondaires, les chiffres sont également éloquentes.

En 2011, 670 classes ont été construites ainsi que des dizaines d'ateliers, de locaux multimédia, de postes de travaux pratiques et informatiques et de bureaux dans les établissements techniques et d'enseignement général. Plus de 13.000 enseignants ont été recrutés dont 3500 au titre de l'opération 25000 jeunes diplômés, déjà citée. 185 nouveaux établissements, dont 66 CETIC et 119 CES ont pu ainsi être ouverts. Parallèlement, 700 millions de francs ont été versés à l'enseignement secondaire privé.

Pour la même période, un effort particulier a été fait pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Dans l'enseignement technique, 21 nouvelles spécialités ont été introduites et plusieurs conventions de partenariat ont été signées avec le secteur productif. S'agissant de l'enseignement secondaire général, l'enseignement des technologies de l'information et de la communication ainsi que l'informatique ont été mis au programme à tous les niveaux, cette dernière devant figurer aux épreuves des examens dès 2012.

La mise en conformité de notre enseignement supérieur avec notre option de démocratisation se poursuit. Tout Camerounais, indépendamment de son statut ethnique ou social, pourra à terme trouver sa place dans notre système universitaire. Nous disposons désormais de huit institutions universitaires que nous complétons, au fil du temps, par la création de nouveaux instituts, facultés ou écoles supérieures. Nous diversifions ainsi l'offre de formation de façon à mettre l'université camerounaise en adéquation avec les besoins de notre société.

Parallèlement, nous renforçons nos infrastructures, telles que amphithéâtres, bibliothèques, laboratoires, etc. et construisons des locaux, comme les cités et les restaurants universitaires, destinés à améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants, des enseignants et des personnels d'appui. Nous continuons par ailleurs à soutenir la modernisation de la recherche et l'excellence académique par un système d'allocations et de primes diverses. Enfin, et ce n'est pas le moins important, nous poursuivons la mise en œuvre d'un processus de professionnalisation de l'enseignement supérieur qui devrait faciliter l'insertion des diplômés dans le monde de l'entreprise et de l'auto-emploi.

La professionnalisation ou la formation, selon les cas, sont en effet des points de passage obligés pour régler notre problème de l'emploi des jeunes. Les pays émergents ont commencé par mettre en place un système éducatif performant et ont exhorté leur jeunesse à acquérir les connaissances indispensables pour se hisser au niveau des meilleurs. Nous devons suivre leur exemple.

Par ailleurs, notre jeunesse, naturellement douée, n'aurait que les avantages à s'inspirer de l'adage latin « une âme saine dans un corps sain ». A cet effet, le Gouvernement a mis en chantier deux stades modernes à Bafoussam et à Limbé, deux gymnases multisports à Yaoundé et à Douala, ainsi que cinq gymnases de proximité dans nos régions, sans oublier la rénovation des Parcours-Vita de Yaoundé, Douala et Bamenda.

A côté des efforts considérables faits pour l'éducation et le sport, l'Etat utilise les moyens qui sont les siens pour agir directement au bénéfice de la jeunesse. C'est ainsi qu'au cours des derniers mois, il a été procédé au recrutement de milliers de jeunes dans les services de sécurité et plus récemment à l'intégration de 25000 diplômés dans la fonction publique.

Je dois également signaler les initiatives du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique qui visent à préparer nos jeunes à la participation à la vie sociale et à leur insertion socio-économique. Le Conseil National de la Jeunesse, désormais installé, devra coordonner les activités des diverses parties prenantes. Il va également de soi que les programmes qui se proposent de faciliter l'accès à la vie professionnelle des jeunes, tels que le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), le Projet d'Insertion socio-économique des jeunes par la création de micro-entreprises de Fabrication de Matériel Sportif (PIFMAS) et le projet Relais Multimédias de Développement (REMUDEV), qui ont permis de créer des centaines de micro-activités et de junior entreprises, que tous ces programmes seront poursuivis.

Je compte aussi beaucoup sur l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement et sur les Centres Multifonctionnels de Promotion

des Jeunes pour sensibiliser ceux-ci à l'importance de notre combat pour l'émergence. C'est, me semble-t-il, l'occasion de plaider à nouveau pour un « patriotisme » économique qu'il m'est arrivé d'évoquer à propos de la relance de notre économie.

En effet, vous ne devez pas vous contenter d'acquérir des connaissances en vue d'assurer votre réussite personnelle. Il vous revient également de participer à notre grand dessein commun au service de notre pays qui vous a soutenus tout au long de vos études. C'est là un juste retour des choses et une marque de civisme. En clair, je compte sur vous pour être les artisans de cette « République exemplaire » à laquelle nous aspirons tous.

Chers jeunes compatriotes,

Je vous demandais l'an dernier d'avoir confiance en l'avenir. C'était vrai hier. C'est encore plus vrai aujourd'hui.

Bonne Fête de la Jeunesse à toutes et à tous.

Vive la jeunesse camerounaise.

Vive le Cameroun.